

Forum mondial des chefs d'entreprises / Colloque mondial des régulateurs

9 novembre 2010

Isabelle Mauro, Directrice Affaires Exterieurs, GSMA

Madame la Ministre

Mesdames et Messieurs bonjour

Je voudrais tout d'abord remercier nos hôtes sénégalais pour le formidable accueil qu'ils nous ont réservé, ainsi que l'UIT et l'ARTP pour l'organisation de ce GILF et GSR.

Cette instance se tient au lendemain de la conférence plénipotentiaire qui a établi les politiques générales et le plan stratégique de l'UIT pour la prochaine période quadriennale.

C'est dire à quel point le besoin de dialogue entre les acteurs privés et publics revêt, aujourd'hui, une importance capitale, puisque cette stratégie aura une incidence déterminante sur tous les acteurs économiques du secteur.

Le GILF, grâce aux synergies et à la complémentarité de ses participants, nous offre donc une opportunité unique pour comprendre quels sont nos besoins respectifs et pour œuvrer de concert afin d'atteindre les objectifs ambitieux et communs que nous nous sommes fixés pour réduire la fracture numérique et atteindre les OMDs (Objectifs du Millénaire pour le Développement) .

Les TICs sont en train de transformer notre société quelque soit la région dans laquelle nous vivons. En particulier, la formidable croissance de la téléphonie mobile, avec 5 milliards d'utilisateurs dans le monde, en fait aujourd'hui l'un des principaux acteurs de l'essor économique et social de nombreux pays émergents et en développement.

Mais si les communications mobiles ont littéralement transformé le monde pendant les 20 dernières années, elles sont maintenant en train de le révolutionner avec le phénomène du haut débit ou large bande mobile.

Avec 3.5 milliard d'utilisateurs prévus d'ici 2015, ce dernier représente une occasion extraordinaire d'accélérer la croissance de nombreux pays en développement et de permettre à leur population de s'ouvrir à de meilleures perspectives.

Le large bande mobile semble en effet être l'un des moyens les plus adaptés et susceptible de réduire la fracture numérique, car il peut vraiment faire une énorme différence dans les pays en développement où l'infrastructure fixe reste faible. Dans ces pays, le mobile est la principale manière, et dans la plupart des cas, la SEULE manière, d'accéder à l'internet, de s'instruire et de se soigner.

Permettez-moi de vous donner quelques chiffres et prévisions, qui je l'espère vous feront partager mon optimisme:

- Il y a aujourd'hui 350 millions d'utilisateurs large bande mobile et nous prévoyons 3.5 milliards d'utilisateurs d'ici 2015. D'ici là, l'accès à l'internet par le mobile aura alors dépassé l'accès par le fixe.
- L'année dernière, 2.6 milliards d'applications ont été téléchargées. Ce chiffre est en train de doubler pour l'année en cours et il est prévu que plus de 21 milliards d'applications seront téléchargées en 2013 - 87% le seront gratuitement.
- Enfin, 50 % du trafic sur facebook est fait à partir de téléphones mobiles

Nous sommes également en train de nous embarquer dans l'ère très excitante du **Embedded ou Machine 2 Machine**, c'est-à-dire, l'incorporation de la connectivité mobile à une myriade de produits dans le domaine de la santé, des services d'utilité publique, des transports et autres. Le rôle des gouvernements ici peut être crucial sur deux fronts :

1. La plupart de ces secteurs relèvent de la compétence publique et représentent donc une excellente opportunité pour les gouvernements d'être les pionniers dans le lancement de services tels que le M-gouvernements, M-Santé, M-éducation et autres.
2. D'autre part, les régulateurs des télécoms peuvent ici jouer un rôle clef pour promouvoir la coopération avec les régulateurs des autres secteurs pertinents afin d'assurer le succès de ces services.

Si l'on en croit les prévisions, le succès du Embedded sera **phénoménal**, de l'ordre de 50 milliards de connexions d'ici 2025.

Mais au delà des chiffres que je viens de partager, le large bande permet surtout de mettre du carburant dans la croissance économique.

En effet, la Banque Mondiale a établi une corrélation directe entre l'accès aux communications et la croissance du PIB. Une augmentation de 10% du large bande amène une augmentation de 1,3% du PIB.

Les gouvernements, ont bien pris conscience de cette corrélation et s'appliquent à développer une vision à travers des programmes nationaux qui visent à promouvoir le déploiement rapide des réseaux et services large bande. Récemment, ces programmes ont d'ailleurs été reconnus comme des instruments indispensables par la Commission Haut Débit de l'UIT et UNESCO.

L'industrie de son côté continue son engagement à travers des investissements massifs à l'échelle mondiale. Au G20 de 2009, l'industrie a annoncé un investissement de \$800 milliard sur les 5 prochaines années, avec \$550 milliards réservés seuls au haut débit. Cet investissement va permettre :

- D'accroître **le PIB mondial de 3-4%**;
- De créer **25 million d'emplois**;

Cet engagement de l'industrie requiert une attention soutenue de l'ensemble des gouvernements et des régulateurs car les objectifs fixés ne peuvent en effet être atteints que dans un cadre propice aux investissements. Un cadre politique et réglementaire qui encourage la croissance et qui facilite l'ouverture à la concurrence.

Ceci peut se résumer à trois mesures essentielles :

1. **L'assouplissement du cadre réglementaire** : Une étude récente de McKinsey a conclu que le coût mensuel du haut débit par usager est 75% moins cher pour le consommateur dans un cadre réglementaire qui est propice aux investissements, c'est-à-dire un cadre transparent, stable et prévisible.

Il est donc important que les régulateurs élaborent un ensemble clair des objectifs réglementaires, et que toute nouvelle proposition réglementaire soit mesurée contre l'objectif primordial de déploiement de masse du large bande que sont fixés les gouvernements. Ceci afin de permettre aux acteurs économiques de continuer à innover et investir dans le haut débit.

2. **L'attribution du spectre nécessaire pour le développement de nouveaux services**. Les décisions qui seront prises par les CMR de 2012 et 2016 seront déterminantes pour le succès du large bande. La quantité de spectre attribuée aux communications mobiles reste en fait relativement faible par

rapport aux bénéfices socio-économiques qu'elles amènent. Il est donc primordial que les gouvernements prévoient d'attribuer davantage de fréquences pour l'utilisation mobile et qu'ils établissent une feuille de route harmonisée pour la libération du spectre, ceci afin de bénéficier d'économies d'échelle au niveau mondial.

Les trois étapes essentielles pour le développement en masse du large bande en matière de spectre sont : la réaménagement du spectre déjà utilisé pour les réseaux GSM en 900/1800MHz ; la disponibilité du dividende numérique pour assurer la couverture et la disponibilité des bandes 2.5-2.6GHz pour assurer la capacité des réseaux. .

- 3. L'allégement des taxes spécifiques aux mobiles.** Beaucoup de pays semblent encore taxer les services mobiles comme un produit de luxe, ce qui en augmente le coût final pour le consommateur. Il semblerait également que l'on assiste ces derniers temps à une forte poussée de surtaxes mobiles sur le continent Africain, où plusieurs pays ont décidé d'imposer une taxe sur les appels internationaux entrants, dans le but, à court terme, de rapporter des recettes supplémentaires à l'Etat. Ceci peut cependant avoir l'effet inverse sur le long terme, car une telle taxe entraîne la hausse des prix, due à la réciprocité appliquée par les pays destinataires et, de fait, provoque une baisse du volume du trafic qui à son tour entraîne une baisse des revenus imposables. Sur le long terme, ces surtaxes et la réduction du trafic qui en suit, ont une incidence négative sur les recettes relevées par l'Etat et sont donc contraires au but recherché. Certains pays en ont pris conscience et ont décidé de suspendre cette taxe.

Enfin, en ce qui concerne la protection des consommateurs, l'industrie partage bien évidemment les mêmes préoccupations que les régulateurs pour ce qui est de la sécurité et confidentialité des données.

La technologie avance à un pas tellement rapide qu'elle exige que nous apportions des solutions efficaces à une vitesse sans cesse croissante. Pour cette raison la législation n'est pas toujours en mesure de suivre le pas de l'évolution technologique et l'autorégulation est dans de nombreux cas plus adaptée pour adresser les préoccupations existantes de manière plus rapide.

A cet égard, la GSMA et les opérateurs mobiles ont lancé différentes initiatives d'autorégulation, telles la *Mobile Alliance* qui opère au niveau mondial pour

combattre l'accès à la pornographie infantine. Nous sommes également en train de lancer l'initiative *Mobile Privacy*, qui a pour objectif d'engager les autres acteurs de l'écosystème mobile, afin d'établir un ensemble commun de principes sur la confidentialité spécifique aux services mobiles.

Avant de conclure permettez-moi d'ajouter deux points importants :

- Je voudrais profiter de cette occasion pour vous inviter au Programme Ministériel que se tiendra durant le Mobile World Congress à Barcelone du 14-16 Février 2011. En particulier je voudrais vous encourager à soumettre la candidature de votre pays en vue de décrocher la prestigieuse récompense du **Government Leadership Award 2011** qui sera remis à Barcelone.
- Enfin, nous allons vous distribuer à la sortie pendant la pause un formulaire sur l'indice de réputation de l'industrie mobile. Ceci est une campagne internationale et il est important que toutes les régions y participent. Je vous invite donc à remplir ce formulaire et le ramenez à notre stand GSMA avec votre carte de visite. Nous ferons un tirage au sort à notre stand, demain après midi durant la pause café et l'heureux gagnant deviendra le propriétaire de ce fabuleux Ipad.

Pour conclure, Mesdames et Messieurs, nous sommes confiants que cette semaine va être porteuse d'un dialogue fructueux entre l'industrie et les régulateurs et va ainsi permettre de dégager les priorités et les stratégies communes qui sont cruciales pour le futur développement des TICs.

Merci !